



AGENCIA NUEVA NICARAGUA



---

**BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 122 / 13 SEPT. 88**

---

**AUTONOMIE DE LA COTE ATLANTIQUE: LE TEMPS DES DEFI**

Autonomie, acte II: la loi électorale que l'Assemblée est en train de voter donne les outils juridiques qui permettent l'application du nouveau statut de la Côte. C'est la phase la plus délicate qui commence.

**SURVIVRE A L'AGRESSION ET A LA CRISE**

Un rappel de l'évolution des principaux indicateurs économiques replace les récentes mesures dans leur contexte.

**L'AUTRE GUERRE. ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC LE MINISTRE DE L'EDUCATION FERNANDO CARDENAL**

Fernando Cardenal, ministre de l'éducation du gouvernement nicaraguayen, évoque la nouvelle offensive lancée contre l'analphabétisme.

**L'APPORT DES MEDECINS INTERNATIONALISTES SUR LA COTE ATLANTIQUE**

Des médecins et infirmières de toutes nationalités travaillent de concert avec le personnel nicaraguayen de l'hôpital Gray Mémorial de Puerto Cabezas, essayant avec les moyens du bord d'améliorer la santé de la population locale.

**COSTA RICA: DES PAYSANS SANS TERRE AU PAYS DE LA DEMOCRATIE**

La situation de la petite paysannerie s'est considérablement dégradée ces dernières années au Costa Rica. Menacés de faim et durement réprimés quand ils manifestent, les paysans sans terre ont bien conscience d'être victimes d'une politique qui favorise l'oligarchie.

**COSTA RICA: L'EPEE DE DAMOCLES DE LA BANQUE MONDIALE**

Des soucis pour Oscar Arias, qui, voulant faire respecter les exigences de la Banque mondiale, se heurte à une forte opposition, y compris dans son propre parti.

**EN BREF:**

- EL SALVADOR : RADIO VENCEREMOS, DE LA CLANDESTINITE AU PLEIN JOUR
- L'ANN LANCE SON PREMIER CONCOURS INTERNATIONAL DE PHOTOGRAPHIE
- L'EQUIPE DE TRADUCTION DE L'ANN A MANAGUA CHERCHE TRADUCTRICE ...

---

409 11481

## AUTONOMIE DE LA CÔTE ATLANTIQUE : LE TEMPS DES DEFIS

par Isabel Rodriguez

**Puerto Cabezas, (ANN). L'autonomie est désormais institutionnalisée: c'est ce que l'on peut dire maintenant que la loi électorale, qui vient d'être adoptée par l'Assemblée nationale, offre des outils juridiques et affirme la réalité d'une nation multi-ethnique. Les habitants de la Côte atlantique se proposent maintenant de relever le défi de la mise en place de leur gouvernement autonome.**

La loi électorale en effet consigne les caractéristiques particulières de l'élection du gouvernement autonome et la procédure pour la désignation des candidats. Elle détermine comment la région sera découpée en circonscriptions électorales et définit la représentation des différentes ethnies. Analysant le processus d'autonomie un an après l'approbation de ce statut qui affirme les droits des habitants de la Côte, la déléguée du gouvernement pour la région de l'Atlantique nord, Mirna Cunningham, explique: "Avec ces nouveaux éléments juridiques, nous pouvons dire que l'autonomie est institutionnalisée. Maintenant, nous allons passer à l'étape suivante, les élections pour former le gouvernement autonome."

Il y a quatre ans, quand les discussions sur le projet d'autonomie ont commencé, l'objectif était de comprendre les particularités du conflit sur la Côte atlantique afin de créer les conditions qui garantissent l'exercice des droits historiques de la population, jusque la tenue à l'écart. Selon M. Cunningham, le plus difficile reste à faire, puisqu'il s'agit de former le gouvernement autonome. Quand il sera installé, ainsi que les conseils municipaux, la loi devra devenir règlements.

Les attributions et les compétences du gouvernement central et celles du gouvernement autonome, qui sont établies de manière générale par la loi d'autonomie, devront être soigneusement définies, de même qu'il faudra régler les relations entre le conseil régional, la plus haute instance du gouvernement autonome, et les conseils municipaux, qui seront régis à la fois par la loi d'autonomie et par la loi sur les municipalités.

M. Cunningham estime qu'il ne faut pas non plus perdre de vue que la communauté est l'organisation traditionnelle des indigènes et sa réglementation sera une des premières tâches du Conseil régional. Il faudra définir ce que nous allons pouvoir exiger du gouvernement central et ce que nous allons pouvoir exiger des habitants de la Côte, ce qui signifie entre autres que ces derniers devront assumer plus de responsabilités.

En effet, à partir de l'installation du gouvernement, beaucoup de choses qui avant se décidaient à Managua commenceront à être prises en charge et exécutées par

les institutions de la Côte, par exemple la gestion de l'éducation et de la santé ou l'entretien des chemins vicinaux. Jusqu'à présent, c'est le ministère de la construction et des transports qui est responsable de l'entretien du réseau routier de l'Atlantique nord, lequel représente plus de 1'000 km.

Selon la déléguée du gouvernement, il sera également très important que tout le monde étudie. On ne peut se contenter de réciter les articles de la loi d'autonomie: on doit connaître les caractéristiques de la Côte atlantique pour proposer des réformes au gouvernement central, tant en ce qui concerne la réforme agraire que le système financier, compte tenu que la façon traditionnelle de travailler ici est le bana-bana (entraide mutuelle et familiale).

Un an après la reconnaissance du statut d'autonomie, le défi est toujours de continuer à développer le secteur agro-pastoral, la pêche, l'exploitation des mines et des forêts. Nous avons des projets destinés à agrandir le cheptel dans la région des mines, à Puerto Cabezas et près du Rio Coco. La population travaille beaucoup dans l'agriculture en dépit des désastres naturels (\*). Par ailleurs, l'exploitation minière est relancée à Bonanzas. De même, l'entreprise de production forestière du nord-est du Nicaragua (PROFONICSA) commence à fonctionner et sa production va être immédiate.

Quant à l'industrie de la résine de la Côte atlantique (INRECASA), elle est en train d'améliorer son rendement. Tous ces projets, ajoutés à ceux qui concernent l'infrastructure et qui sont étroitement liés à la production (le port, les pistes, les ponts) et aux projets sociaux qui tâchent d'offrir aux habitants des services de base, constituent petit à petit les fondements matériels de la loi d'autonomie. C'est aussi un défi pour un pays pauvre comme l'est le Nicaragua.

Pour M. Cunningham, la paix sur la Côte, qui est le fruit de l'autonomie, en est un des résultats les plus visibles, car elle a ouvert un espace qui permet de renforcer les droits économiques et culturels de la population. Les efforts entrepris il y a quatre ans par le gouvernement ont fructifié à travers les commissions de paix et d'autonomie, se multipliant ainsi dans chaque communauté, tandis que les groupes en armes se sont réduits. Les premiers pas dans l'élaboration de la loi d'autonomie ont été faits par une commission de douze membres, comme le rappelle la déléguée du gouvernement. Maintenant, il y a 300 commissions qui rassemblent des milliers de personnes.

Ce fait est révélateur de la participation de la population dans tout ce qui touche à la Côte atlantique. Les milliers de consultations et d'entretiens réalisés au cours des assemblées à tous les niveaux ont permis de franchir un grand pas et de créer ce que M. Cunningham appelle un pont de confiance entre le gouvernement et les habitants

de la Côte, pont qui n'existait pas il y a quatre ans. Je ne dis pas que les communautés ont une confiance absolue dans le gouvernement, mais il y a une communication régulière qui permet aux gens d'exprimer leurs critiques, de suggérer, de recommander.

Le rapatriement, le renoncement à la lutte armée et la reconstruction des communautés du Rio Coco sont le reflet de cette amélioration de la communication. C'est parce qu'ils font confiance au gouvernement que les indigènes reviennent du Honduras, situation qui permet à M. Cunningham de prévoir l'échec de la nouvelle attitude de l'armée hondurienne. Cette dernière en effet essaie d'attirer à nouveau les Miskitos dans les camps de réfugiés, leur promettant maisons, terres et matériel (donnés par les Etats-Unis), afin de faire cesser les rapatriements. 32'000 personnes sont déjà revenues dans ce pays qui connaît pourtant des difficultés économiques énormes. "On ne peut pas dire que les gens reviennent parce qu'on les a alléchés par des promesses de biens matériels ou de nourriture", explique la fonctionnaire. Selon elle, les réfugiés rentrent au Nicaragua pour des raisons principalement politiques, parce qu'ils veulent participer au processus de l'autonomie et reconstruire leurs villages dans ce cadre. Elle souligne que la situation dans la zone du Rio Coco est cependant complexe, car les indigènes se heurtent aux groupes favorables à la guerre, à la garde hondurienne et, à certains moments, à des éléments de l'armée étatsunienne, alors qu'ils n'ont pas d'armes et que les troupes saïdinistes ne peuvent assurer leur présence dans toutes les communautés. C'est là un défi supplémentaire pour la population de la Côte: défendre l'autonomie les armes à la main, car la paix ne dépend pas seulement du niveau d'organisation des commissions de paix et d'autonomie, mais également de l'engagement de chaque habitant.

(\*) note: M. Cunningham fait entre autres allusion aux inondations qui affectent en ce moment la Côte atlantique et qui sont fréquentes dans cette région.

## SURVIVRE A L'AGRESSION ET A LA CRISE

par Ricardo Pino Robles

**Managua, (ANN).** Après la récente dénonciation par le président Ortega du montant des dommages causés par l'agression et à la lumière de l'évolution de certains indicateurs économiques pendant les dix dernières années, on s'aperçoit que la survie est effectivement le défi historique que doivent relever les Nicaraguayens.

L'économie nicaraguayenne génère en moyenne un produit intérieur brut (PIB) annuel de deux milliards de dollars. Daniel Ortega a dénoncé le 30 août dernier, dans un conseil des ministres élargi, le fait que les pertes occa-

sionnées au cours de sept ans et sept mois de guerre s'élèvent à 12 milliards de dollars. On compte en outre 54'000 victimes, dont 28'000 morts.

Le tableau suivant présente l'évolution de trois indicateurs économiques:

Année	PIB (%)	Inflation (%)	déficit commercial en millions de doll.
1977	8,8	---	---
1978	-7,8	4,3	---
1979	-26,4	70,3	---
1980	10	24,8	436,769
1981	5,3	23,2	499,608
1982	-0,8	22,2	370,098
1983	4,6	32,9	375,620
1984	-1,60	50,2	441,433
1985	-4,1	334,3	593,772
1986	-0,4	747,7	535,162
1987	1,7	1347,0	462,600
1988	---	---	(est.) 430,000

C'est en 1977 que l'économie nicaraguayenne a atteint son meilleur niveau: le PIB avait progressé de 8,8 %. En 1978, alors que le Nicaragua connaissait des conditions de guerre, puisque l'insurrection populaire avait commencé, le PIB a baissé de 7,8 %. Un an après, le pays ayant subi des destructions dues à la tactique de la terre brûlée appliquée par Somoza avant de partir, le PIB a chuté de 26,4 %.

Quand le FSLN est arrivé au pouvoir, l'économie était en faillite. Mais grâce à une forte injection de ressources financières et matérielles venues de l'extérieur, le PIB connaît en 1980 une croissance relative de 10 %, puis de 53 % en 1981. On peut considérer que l'année suivante a été celle de la stagnation, puisque la baisse n'est que de 0,8 %. L'année 83 a été la meilleure de la décennie: le PIB s'est accru de 4,6 %. Mais ensuite, les effets de l'agression tant militaire que financière et commerciale ont commencé à se faire sentir sur une économie déjà affaiblie, c'est pourquoi il s'est contracté de 1,6 %. En 1987, le comportement du PIB a connu une légère amélioration avec une croissance relative de 1,7 %.

Le bilan des dix dernières années révèle un solde négatif enregistré une stagnation de la tendance négative, avec une baisse de seulement 0,4 %. En 1987, le comportement du PIB a connu une légère amélioration avec une croissance relative de 1,7 %.

Le bilan des dix dernières années révèle un solde négatif accumulé de 10,7 %, qui équivaut à un retour en arrière de vingt ans. Mais ce n'est pas tout: la guerre a introduit dans l'économie de graves distorsions qui sont presque devenues chroniques, comme l'inflation et un important déficit commercial.

Parmi tous les facteurs qui provoquent l'inflation, il y a une cause déterminante, de caractère non économique: l'agression des Etats-Unis, qui oblige le gouvernement à consacrer de nombreuses ressources matérielles, financières et humaines à la défense nationale. Alors que le PIB diminuait, l'inflation a commencé sa course sans répit au moment où la Contra a intensifié ses opérations et où les Etats-Unis ont accentué le blocus financier et commercial.

La balance négative du commerce extérieur s'explique principalement par les mêmes raisons. Tandis que la production pour l'exportation se réduisait, conséquence de la détérioration de l'économie, le gouvernement des Etats-Unis a commencé, dès 1980, à fermer le marché étatsunien aux produits nicaraguayens.

En 1985, la fermeture a été complète, après la décision d'un embargo total prise par Ronald Reagan. Cependant, il faut tenir compte aussi des effets de la crise économique mondiale qui s'est manifestée surtout par la réduction importante des ressources financières, en particulier des devises liquides, tant de la part des organismes multilatéraux que des organismes bilatéraux, ce qui a provoqué une aggravation dramatique de la détérioration des termes de l'échange.

*La situation économique centraméricaine s'est aggravée à cause de la chute progressive, depuis 1980, des prix internationaux de la plupart des produits d'exportation des pays de l'isthme, entraînant des pertes importantes dans leurs exportations annuelles: le prix du café a chuté de 41 %, le coton de 31 % et le sucre est tombé de 83 %. Au cours de la seule année 87 l'Amérique centrale a perdu près d'un milliard de dollars, soit presque l'équivalent de ce qu'elle a dû payer en frais de service de la dette extérieure.*

*(extrait du Bulletin Hebdomadaire no. 115, "L'intégration régionale...")*

Pour survivre à l'agression et à la crise, le gouvernement a décidé d'appliquer cette année de sévères mesures d'ajustement économiques, en février, juin et août, poursuivant une logique bien définie: contenir l'inflation qui menaçait d'étrangler l'économie nationale, et favoriser l'augmentation de la production des denrées d'exportation pour réduire le déficit commercial et obtenir davantage de revenus. Ce train de réformes a une caractéristique qui le différencie radicalement des décisions prises par d'autres pays latino-américains: il combine des mesures fortement restrictives (pour diminuer la demande et réduire la pression inflationniste) avec des mesures de

protection des revenus des couches les plus défavorisées, en particulier des salariés.

Ces ajustements, selon les propos du président Ortega, "nous donnent les instruments nécessaires pour contrôler la crise, pour peser sur la crise, pour relancer la production dans les secteurs qu'il nous intéresse de stimuler de cette manière, pour maintenir une économie, en dépit de cette situation complexe, qui nous permette de survivre pendant que nous travaillons au retour de la paix."

#### L'AUTRE GUERRE. ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC LE MINISTRE DE L'EDUCATION FERNANDO CARDENAL

par Raquel Fernandez

**Managua, septembre (ANN). Il est bien connu que le Nicaragua est victime d'une guerre dévastatrice financée par le gouvernement des Etats-Unis. Pourtant, peu de gens savent que ce pays est le théâtre d'une autre guerre, silencieuse, violente et douce contre l'analphabétisme et l'ignorance.**

La première bataille de cette guerre sans casernes, la croisade nationale de l'alphabétisation, est bien connue: elle s'est déroulée en 1980 et a fait baisser, en cinq mois, le pourcentage d'analphabètes de 51 % à moins de 13 %. Mais, bien que la croisade a représenté une victoire importante, elle n'a pas marqué la fin de la guerre, mais plutôt son début, explique le Père Fernando Cardenal, ministre de l'éducation, dans un entretien accordé à l'ANN à l'occasion du 8 septembre, jour de l'alphabétisation.

#### LES HAUTS ET LES BAS DE LA GUERRE

Fernando Cardenal qui est également le coordinateur de la campagne nationale de l'alphabétisation en rappelle les grandes lignes: "Au cours de ces huit années nous avons traversé des étapes distinctes et nous avons connu des hauts et des bas. Au début, la lutte s'est avérée relativement facile, mais de graves problèmes ont commencé à entraver notre travail au fur et à mesure que la guerre s'intensifiait, surtout dans les zones du pays où les combats faisaient rage. Les choses sont devenues si difficiles que plus de 600 écoles nouvellement construites ont dû être abandonnées: les habitants des villages où elles se trouvaient ont dû laisser leurs foyers pour fuir la contre-révolution et recommencer leur vie dans des villages de déplacés qui, au début, n'étaient constitués que par des tentes. L'analphabétisme a alors recommencé à gagner du terrain.

Il n'y a jamais eu de recensements très exacts. Lorsqu'au début de la campagne on a dit qu'au moins 51 % de la population était analphabète, c'était une façon élégante

de dire que plus de la moitié des Nicaraguayens ne savaient ni lire ni écrire. Cependant, les faits et les expériences vécues chaque jour m'ont convaincu qu'en réalité le pourcentage était supérieur à 60 %. Nous ne disposons pas à l'heure actuelle de données exactes sur la croissance de l'analphabétisme. A la fin de cette année, nous réaliserons un travail scientifique avec la collaboration de l'Institut nicaraguayen de la statistique et des recensements (INEC), afin de connaître d'une manière précise l'ampleur du problème, mais nous estimons qu'il a atteint les 20 %.

### LES DURES VICTOIRES

La lutte a été extrêmement inégale, mais nous nous trouvons à un moment où nous pouvons dire que nous allons vaincre. L'une des conséquences de la défaite de la contre-révolution est la tranquillité dont nous avons besoin pour recommencer à alphabétiser dans les zones qui avaient dû être abandonnées. Lors du dernier congrès de la fédération des étudiants du secondaire, la jeunesse s'est fixé le but de participer à cette bataille.

Tout n'a pas été négatif, cependant. Même dans les moments les plus difficiles, le combat contre l'analphabétisme n'a pas cessé. En 1987, le département de Rio San Juan, dans le sud-est du pays, et la municipalité de Cinco Pinos située au nord-ouest ont réussi à se transformer en territoires libres d'analphabétisme. Aujourd'hui, neuf autres municipalités sont en train de développer chacune une offensive finale pour en finir avec ce problème dans leurs zones respectives avant la fin de l'année. Leur objectif général est l'élimination totale en l'an 2000.

### LA BATAILLE PARALLELE

Simultanément se déroule la bataille du 4ème degré (équivalent du certificat d'études), qu'on espère également remporter définitivement en l'an 2000. Le but est que chaque citoyen, quel que soit son âge, passe avec succès son 4ème degré de l'école primaire. C'est essentiel pour éviter la rechute. Pour cela, des efforts parallèles sont entrepris. Nous essayons, d'une part, d'assurer l'assistance de tous les enfants à l'école, ce que nous n'avons pas encore réussi à faire, et de l'autre, garantir l'école primaire aux adultes, au moyen de programmes d'auto-études spécialement élaborés pour eux.

Quand un pays traverse une situation d'urgence pour cause de guerre ou de facteurs économiques, le budget pour la santé et l'éducation est en général la première chose que se trouve amputée, parce que les enfants et les malades ne sont pas en condition de protester. C'est pour cette raison que l'éducation est la principale victime du Fonds Monétaire international", explique le ministre. "Cependant, au Nicaragua, en dépit de la situation économique et militaire du pays, ce sont justement les ministères de l'éducation et de la santé qui sont les seuls à

n'avoir pas été obligés de diminuer leur budget. Au contraire, ils sont même en mesure d'accroître le nombre de leurs employés. Le processus de fusion des ministères qui a affecté toute l'administration au cours du premier semestre de cette année et a impliqué des mesures draconiennes pour réduire le personnel administratif, n'a pas touché les enseignants dont on a, au contraire, augmenté de 2000 le nombre de postes. C'est parce que, pour la révolution, l'éducation est et sera toujours une priorité, quelles que soient les circonstances.

### APPORT DES MEDECINS INTERNATIONALISTES SUR LA COTE ATLANTIQUE

par Isabel Rodriguez

**Puerto Cabezas, juillet (ANN).** Rune Lea, médecin norvégien, travaille depuis deux ans dans ce port du littoral atlantique nicaraguayen. Envoyé dans le cadre d'un accord de solidarité avec un organisme non gouvernemental, il a donné, depuis son arrivée, 14'242 consultations médicales à l'hôpital Gray Memorial et au centre de santé.

Durant le premier semestre 1988, le Dr. Lea a effectué environ 600 gardes de 15 heures par jour à l'hôpital, partageant cette lourde tâche avec deux médecins généralistes cubains, deux Nicaraguayens et un autre médecin, une femme, envoyée par l'organisme non gouvernemental Médecins sans Frontières de Belgique.

En effet, à Puerto Cabezas, petite ville située à 560 kilomètres au nord-est de Managua, les médecins internationalistes, parmi lesquels la brigade médicale cubaine, jouent un rôle fondamental en matière d'aide sanitaire. Dans le secteur des trois mines (Rosita, Bonanza et Siuna), région montagneuse où l'activité contre-révolutionnaire affecte profondément la population civile depuis 1981, des médecins généralistes prennent en charge la santé de la population locale.

De même, à La Tronquera, à 120 kilomètres au nord de Puerto Cabezas, un médecin nicaraguayen donne des consultations aux communautés situées sur les rives du Rio Coco, aide d'infirmières auxiliaires qui sont chargées d'appliquer les programmes de vaccination.

Mais à Puerto Cabezas, on trouve des spécialistes en gynécologie, orthopédie, pédiatrie, médecine interne, chirurgie, outre un anesthésiste qui, avec deux médecins généralistes et deux techniciens, fait partie de la brigade médicale cubaine. Il y a six ans que le premier contingent de médecins cubains a commencé à apporter son aide dans le but d'améliorer la santé à Puerto Cabezas: depuis lors, la brigade est remplacée tous les deux ans.

Alta Hooker, déléguée régionale du ministère de la santé (MINSa) indique que 5'611 consultations médicales ont été réalisées à l'hôpital Gray Mémorial au cours des trois premiers mois de cette année, ce qui a permis d'accomplir le programme à 120 %. Par ailleurs, le Fonds d'aide internationale des étudiants et enseignants norvégiens (SAIH) collabore dans le domaine médical depuis 1980, après avoir souscrit un accord de solidarité pour 5 ans. Une brigade composée de deux médecins et d'une infirmière a donc commencé à travailler à Bilwaskarna et à Waspan pour s'installer ultérieurement à Puerto Cabezas, après que le gouvernement nicaraguayen a pris la décision, en 1981, de faire évacuer les Miskitos qui vivaient le long du Rio Coco pour les réinstaller dans les villages de Tasba Pri. Les accords avec le SAIH ont été renouvelés jusqu'en 1990 et c'est vers la fin 1986 que le Dr. Rune Lea est arrivé à Puerto Cabezas, quelques mois après avoir lu une annonce parue dans la revue médicale norvégienne et avoir suivi un cours accéléré à l'Institut spécialisé dans les maladies tropicales à Oslo. Depuis, le Dr. Lea partage la vie d'une population multi-ethnique composée d'Indiens miskitos et sumus, de métis et de noirs, cherchant à s'imprégner de la réalité d'un pays en voie de développement tout en apportant son aide au peuple du Nicaragua.

Au centre hospitalier de Puerto Cabezas, le Dr. Lea, de même que d'autres médecins coopérants, a appris à travailler sans les moyens dont disposent les grands hôpitaux et il a dû faire face à des maladies tropicales inconnues dans son pays. La veille de son retour pour la Norvège, la direction régionale du MINSa a tenu à le féliciter pour son travail, affirmant qu'il a rempli ses tâches de façon extrêmement satisfaisante à l'hôpital, au centre de santé et à l'école d'infirmières où il a donné des cours. Une infirmière obstétricienne également de nationalité norvégienne, qui travaille à l'hôpital depuis plus d'un an et demie, a aussi reçu une lettre de félicitations. Rune et Elsi sont un maillon de la Chaîne de solidarité que le peuple de Norvège apporté au Nicaragua, et particulièrement à la Côte atlantique.

"Ils sont la preuve que la solidarité existe, que celle-ci va au-delà des divers intérêts politiques et que le Nicaragua a des amis solidaires dans le monde entier" a déclaré le Dr. Pedro Rupilio du MINSa régional. Leurs compagnons de travail ont également mis l'accent sur la disposition du représentant de SAIH à réaliser les tâches les plus difficiles, et sur sa volonté d'aider à construire une société plus juste au Nicaragua.

Outre la brigade médicale cubaine et l'organisation SAIH, Médecins sans Frontières de Belgique en la personne du Dr. Dominique Daniels est également présent à l'hôpital de Puerto Cabezas ainsi que Médecins du Monde de France qui a envoyé récemment Kitty Lanane, infirmière spécialisée, pour travailler pendant un an à l'hôpital Gray Memorial. Au centre de santé s'activent les infirmières Ana Kwaale (Norvège) et Mireille Walser

(Suisse), respectivement spécialistes en épidémiologie et en obstétrique.

A l'heure actuelle, l'hôpital, qui a 83 lits, emploie 118 personnes, parmi lesquelles 48 infirmières (dont 9 diplômées), 4 techniciens de laboratoire, un technicien anesthésiste et 9 médecins, y compris la directrice. Selon cette dernière, le docteur Karla Serrato, il en faudrait 48 de plus, compte tenu que chaque lit requiert normalement deux personnes.

### **COSTA RICA: DES PAYSANS SANS TERRE AU PAYS DE LA DEMOCRATIE**

par Arqueles Morales

**San José, juillet (ANN).** Deux mille familles de petits propriétaires agricoles du département de Guanacaste, au nord du Costa Rica, regroupés au sein de l'Association des petits agriculteurs du Pacifique sec (ASPAS), ont protesté publiquement: depuis quatre ans nous n'avons pas le droit au crédit, la garde rurale nous poursuit et on nous laisse mourir de faim.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage du Costa Rica, Antonio Alvarez Desanti a répondu qu'il existe des projets pour cette région. Toutefois, les rapports indiquent que les programmes d'irrigation prévus pour cette année ne concernent que 60 des deux mille familles...

L'hebdomadaire "Universidad" définit ainsi le problème: la situation agraire devient explosive et l'actuel gouvernement du président Oscar Arias, au pouvoir depuis deux ans, n'a proposé aucune solution pour régler les difficultés dans ce domaine, crucial pour notre économie.

Il y a moins de six mois, le ministre de l'agriculture et de l'élevage, Alberto Esquivel, a démissionné. Il a confié aux journalistes qu'il abandonnait son poste en raison de franches dissensions avec des économistes libéraux appliquant les thèses du Fonds monétaire international qui visent à abandonner les petits agriculteurs au profit de ceux qui ne produisent que pour l'exportation, position avec laquelle je suis en désaccord. L'ex-titulaire du portefeuille de l'agriculture a de cette manière mis le doigt sur un problème fondamental: l'influence des politiques du Fonds monétaire dans la transformation des lignes de production agricoles du Costa Rica. D'après des données officielles, le gouvernement consacré environ 500 millions de colons (89'461 de dollars) aux petits agriculteurs, mais ceux-ci, regroupés au sein de l'Union nationale du secteur agraire (UNSA) considèrent qu'à eux seuls, les paysans du Guanacaste ont un besoin pressant d'un investissement de 400 millions de colons.

Même les statistiques officielles indiquent qu'au moins 150 mille paysans du Costa Rica ne possèdent pas de terre et tentent de vendre leur force de travail dont, par ailleurs, personne n'a besoin en raison du chômage qui s'accroît à un rythme impressionnant. Les paysans ont répondu par des occupations de terres pacifiques auxquelles les gardes ruraux "qui tiennent lieu d'armée dans un pays qui se vante de ne pas avoir de corps militaire" ont riposté, selon l'hebdomadaire "Universidad", la matraque à la main, avec des armes à feu, des gaz lacrymogènes, en incendiant leurs maisons et leurs biens.

Le 12 mai, faisant preuve d'une extrême violence, la garde a délogé des paysans qui avaient occupé des terres incultes à Sarapiquí et a mis le feu à leurs maisons.

Mais que se passe-t-il vraiment au Costa Rica, dans ce pays qu'un jour quelqu'un a surnommé la Suisse de l'Amérique latine? La politique du fonds monétaire international appliquée par le président Arias et son parti n'est pas la seule responsable des problèmes agraires. C'est surtout une affaire de structures.

D'après les recensements faits par le gouvernement, seulement 15,7 % de la terre est consacrée à l'agriculture, alors que l'élevage extensif en occupe 50 % et que les surfaces forestières, en voie de disparition au profit de l'élevage, ne représentent plus que 32 % du territoire. Toujours d'après des données officielles, 44'500 petites fermes occupent une surface de 123'850 hectares, alors que 11'000 \*\*\*grands domaines accumulent à eux seuls 2,5 millions d'hectares. Ces chiffres placent le Costa Rica, en termes de concentration de la terre, au même niveau que le Salvador ou le Guatemala, tout ceci étant bien sûr recouvert d'un vernis de démocratie. L'Institut de recherche sociale de l'université du Costa Rica a publié un rapport prouvant que l'expansion de l'élevage au cours de la dernière décennie, et particulièrement des quatre dernières années, n'est pas due à une augmentation de la productivité, mais plutôt à l'incorporation de surfaces chaque fois plus importantes aux projets d'élevage extensif.

D'où proviennent ces terres? Le magazine "Aportes" ??? nous fournit un indice: au moins trente mille paysans gravement touchés par la sécheresse des dernières années, incapables de rembourser leurs dettes auprès des banques, ont été contraints de vendre leurs parcelles qui ont agrandi les immenses domaines de l'oligarchie consacrés à l'élevage.

Ceci signifie alors que l'élevage se développe, l'agriculture pour la consommation, c'est-à-dire la production de grains de base (maïs, riz, haricots) se retrouve pratiquement sans crédits et condamnée à disparaître, ainsi que l'ont dénoncé récemment 300'000 paysans qui se sentent condamnés à avoir faim et même à mourir dans ce pays qui se dit démocratique.

L'expansion de l'élevage a entraîné d'autres effets: alors qu'un paysan qui se consacre à l'agriculture ne cultive que 2,9 hectares, un ouvrier agricole dans le domaine de l'élevage s'occupe de 47 hectares. Carlos Campos, dirigeant des paysans de Guanacaste, résume ainsi la situation: on nous tue lentement, il semble qu'il n'y a pas d'autre issue que de chercher du travail en ville parce qu'en ce qui concerne l'agriculture, apparemment ça n'intéresse pas le gouvernement d'Arias. D'après les statistiques officielles, l'élevage reçoit à l'heure actuelle plus de crédit que le café, ce dernier étant pourtant le principal produit d'exportation. En regard des crédits alloués à l'agriculture qui produit des aliments, le rapport est étonnant: l'élevage consomme 85 % des crédits, le café 10 % et les 5 % restants seulement sont pour les petits et moyens propriétaires.

En juin dernier s'est tenu à San José le premier congrès national du droit agricole et l'une des conclusions auxquelles ont abouti les débats est éloquent: au fil des jours, au Costa Rica, la terre se concentre de plus en plus entre peu de mains, alors que les anciens propriétaires de petites parcelles sont dépouillés par une politique qui ne représente pas leurs intérêts.

En 1984, une motion présentée au Congrès par quelques députés de l'opposition visait à réformer les articles 45 et 69 de la constitution, selon lesquels la propriété privée est pratiquement sacrosainte, dans le but de survenir aux besoins d'une société en déséquilibre quant à la tenure de la terre.

Mais la conception démocratique, selon laquelle le latifundio abandonné doit être respecté même si 300'000 familles meurent littéralement de faim, s'est finalement imposé.

#### **COSTA RICA: L'EPEE DE DAMOCLES DE LA BANQUE MONDIALE**

par Arnulfo Vargas

**San José, (ANN). Les bonnes relations que l'exécutif et le législatif entretiennent traditionnellement au Costa Rica risquent d'être remises en cause dans les jours qui viennent. En effet, le gouvernement dirigé par Oscar Arias a posé un ultimatum aux députés pour qu'ils approuvent une nouvelle législation du système bancaire et d'autres lois de caractère économique.**

Pour la première fois depuis deux ans qu'il est au pouvoir, le président Arias a des problèmes, puisque non seulement les députés de l'opposition mais aussi certains de sa propre formation, le Parti de libération nationale, considèrent que les textes qu'il propose constituent un acte contre la souveraineté nationale et vont à l'encontre des intérêts du pays.

Erick Ardón, député de l'opposition, a expliqué au Congrès que "approuver ces lois signifierait condamner définitivement à la famine 300'000 producteurs agricoles qui, depuis deux ans, c'est-à-dire depuis qu'on a commencé à appliquer les mesures, ne reçoivent plus de crédits ni d'intrants. Ils sont complètement abandonnés et ne savent pas comment faire vivre leurs familles.

Mais le ministre de l'agriculture, Fernando Naranjo, a été très clair quand il a expliqué que de l'approbation de cette série de lois dépend l'attribution par la Banque Mondiale de 200 millions de dollars de crédits qui restent bloqués tant que les mesures que la banque exige ne seront pas prises. E. Ardon fait remarquer que maintenant, les rênes de l'économie costaricaine sont entre les mains de la Banque Mondiale, du FMI et de l'AID.

Cette dernière est même allée jusqu'à créer un ministère de la construction publique parallèle à celui du gouvernement et décide toute seule des routes qu'il faut construire et de celles qui peuvent attendre.

La polémique a gagné les médias: tandis que la presse plus nettement de droite plaide pour un vote positif, d'autres médias influents le considèrent comme inacceptable. La position des premiers est compréhensible si l'on veut bien considérer que l'exécutif a pratiquement menacé les députés en les avertissant que si la loi n'était pas approuvée avant le 15 septembre, les exportations seront réduites de façon importante. Une telle situation affecterait gravement le pays, étant donné que le Costa Rica produit de moins en moins, se trouve de plus en plus endetté et dépend de ses importations en provenance du Panama et des Etats-Unis.

Le président Arias a présenté un autre projet qui est contesté de la même manière: il propose de privatiser plusieurs entreprises d'Etat, et cela bien qu'il ait promis par le passé de ne pas toucher aux secteurs stratégiques. Il s'agit tout simplement de remettre à un capital mixte l'entreprise Force et Lumière, qui a le monopole de la distribution de l'électricité, et l'entreprise de télécommunications, afin de les rendre plus rentables et pour qu'elles offrent un meilleur service.

Mais Alen Arias, chef du groupe du Parti de libération nationale au parlement, a déclaré: nous ne sommes pas disposés à accepter les pressions et les ultimatums de l'exécutif et nous procéderons comme nous le jugerons convenable et en accord avec la responsabilité que les citoyens nous ont confiée.

La population ne reste pas indifférente au débat, même si tout le monde n'en comprend pas complètement les enjeux économiques. C'est ce que prouve cette réflexion d'un fonctionnaire, Oscar Osorio: "il y a quelque chose qui ne va pas et ils veulent nous faire payer les pots cassés."

## EL SALVADOR : RADIO VENCEREMOS, DE LA CLANDESTINITE AU PLEIN JOUR

**Managua, août (ANN).** Radio Venceremos, voix officielle des insurgés du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) du Salvador, est passée de la clandestinité au plein jour et joue à l'heure actuelle un rôle important dans la vie du pays, selon Ana Hernandez, responsable des relations internationales de cette station de radio.

Ana Hernandez a participé à la troisième assemblée de la radio communautaire (AMARC III), qui s'est tenue à Managua pendant la dernière semaine d'août. Elle était accompagnée d'une délégation de la radio Farabundo Martí, qui appartient également au FMLN.

Radio Venceremos a été fondée le 10 janvier 1981, le jour même où le FMLN a lancé un appel à la population pour passer à l'offensive générale contre le gouvernement. La station de radio est dirigée par la commandante Lilliam del Carmen Letona et diffuse ses émissions depuis le département de Morazan, situé à l'est du Salvador, à l'intérieur des zones contrôlées par le FMLN. Elle émet tous jours en ondes courtes, en modulation de fréquence et peut être captée dans l'ensemble des pays centraméricains. L'armée du gouvernement a effectué au moins deux grandes opérations l'année dernière pour essayer de détruire la station. Les militaires salvadoriens savent où elle se trouve mais ils ne peuvent arriver jusque là, affirme la représentante de la station.

Dans la rue, dans les centres de travail et dans les foyers, tous les Salvadoriens écoutent la Radio Venceremos. Même le gouvernement l'écoute tous les jours. La station de radio des guérilleros a conquis tellement de public, de médias nationaux et étrangers que ceux-ci admettent que les informations diffusées par cette radio sont de source sûre.

Ana Hernandez rappelle que le 24 août dernier s'est déroulé dans la capitale du Salvador le forum sur les médias et les changements sociaux auquel elle a été invitée à participer ainsi que des représentants de la Radio Cuscatlan des Forces armées. "Cela signifie", dit-elle, "que nous nous trouvons en présence d'un phénomène de double pouvoir, où le gouvernement est obligé de cohabiter, en attendant que la révolution triomphe, avec le FMLN dans une activité publique.

Depuis la naissance de Radio Venceremos les médias locaux, qui appartiennent à l'Etat et aux familles les plus puissantes du pays, ont été contraints de donner des informations sur la situation politique et le déroulement de la guerre: c'est une vérité qu'ils ne pouvaient pas continuer à cacher.

La station de Radio Venceremos a gagné en importance ces dernières années et elle dispose à l'heure actuelle



non seulement d'un large réseau de correspondants populaires dans toutes les zones et les villes du Salvador, mais encore dans d'autres pays tels que le Canada, le Nicaragua, le Mexique, les Etats-Unis, la République Démocratique d'Allemagne, la France, la Belgique et l'Australie.

### L'ANN LANCE SON PREMIER CONCOURS INTERNATIONAL DE PHOTOGRAPHIE

**Managua (ANN). L'Agence de presse Nueva Nicaragua (ANN) organise pour la première fois un grand concours international de photographie sur le thème "Le Nicaragua entre la guerre et la paix".**

En hommage au Xème anniversaire de la révolution, ce concours exprime notre profonde conviction dans la marche irréversible vers les transformations et la paix. Il est destiné à encourager la recherche photographique sur le Nicaragua, et ses participants pourront aborder des thèmes généraux ou spécifiques, envoyer une seule photo, ou plusieurs sur des thèmes différents, ou un photoreportage, sur le passé ou le présent.

#### REGLEMENT DU CONCOURS:

- peuvent participer au premier grand concours international de photographie tous les photographes professionnels ou amateurs.
- chaque participant a le droit d'envoyer de 1 à 10 photos en noir et blanc sur les thèmes spécifiés. Le format est libre mais ne doit pas dépasser 24/30 cm.
- chaque photo devra porter au dos les précisions techniques de la prise, le lieu et la date, avec un petit texte explicatif.
- les photos doivent être accompagnées d'une présentation du de son voyage au Nicaragua).
- tout le matériel doit parvenir à l'ANN avant le 31 janvier 1989.
- le jury, composé de personnalités de différents pays, se réunira à Managua en février 1989.

Les récompenses seront les suivantes:

- 1) Un voyage de 15 jours au Nicaragua tous frais payés.
- 2) 500 dollars 3) 200 dollars 4) matériel photo 5) matériel photo 6) matériel photo.

De la septième à la vingtième place, les concurrents recevront une mention d'honneur.

L'ANN se réserve le droit de publier les photos envoyées avec le nom de l'auteur. Le matériel envoyé ne sera pas retourné. Il sera conservé dans les archives historiques nicaraguayennes de l'ANN.

Les cent premières photos formeront un livre qui sera diffusé au Nicaragua et à l'étranger sous le titre "Entre la guerre et la paix, images d'une Révolution".

Les photos peuvent être expédiées par le consulat ou l'ambassade du Nicaragua dans chaque pays, par des gens qui se rendent à Managua et à travers des organisations non gouvernementales représentées au Nicaragua, à travers les comités de solidarité ou à travers les correspondants de l'ANN en Europe : ANN, Postfach 236, CH-8042 Zurich.

L'enveloppe contenant les photos devra porter l'adresse suivante: 1er Concurso Internacional de fotografia "Nicaragua entre guerra y paz", Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua 5, Nicaragua.

#### URGENT - URGENT

#### L'EQUIPE DE TRADUCTION DE L'ANN MANAGUA CHERCHE TRADUCTEUR (-TRICE)

Pour notre équipe de traduction à Managua, nous recherchons un(e) traducteur(-trice) de langue française.

Départ : aussitôt que possible

Durée : 2 ans

Profil : - être traducteur (-trice) professionnel

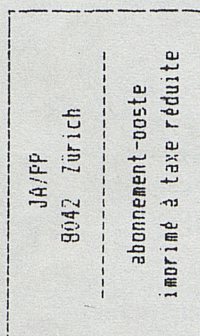
(-le) ou professeur de français avec de bonnes connaissances d'espagnol

- être solidaire du Nicaragua

- expérience journalistique souhaitable

Adresser Curriculum vitae et lettre de motivation à ANN, Case postale 236, CH - 8042 Zurich

Merci, chers abonnés, d'en parler autour de vous.



Prix d'abonnement pour particuliers :  
sfr 80.--/ff 300.-- pour comités de solidarité :  
sfr 200.--/ff 500.--

Editeur: Martin Muheim. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.